

contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

*Rappelant également* sa résolution 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, en particulier ses sections III et IV relatives à la science et à la technique et à l'industrialisation,

*Ayant également présent à l'esprit* le fait que dans la résolution 3362 (S-VII) les gouvernements sont invités à procéder aux préparatifs et consultations nécessaires étant donné l'importance de la Conférence,

*Soulignant* que l'un des objectifs fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies est d'assurer le plein emploi dans tous les pays,

*Convaincue* que les efforts déployés pour promouvoir le plein emploi doivent faire partie intégrante des politiques globales de développement national,

*Convaincue également* que, dans le domaine de l'emploi, des mesures doivent être prises à l'échelon international pour compléter et renforcer les mesures adoptées à l'échelon national,

1. *Se félicite* de la convocation par l'Organisation internationale du Travail, en juin 1976, de la Conférence tripartite sur l'emploi, la répartition des revenus, le progrès social et la division internationale du travail;

2. *Note avec satisfaction* que les principaux objectifs de la Conférence consistent à promouvoir une meilleure compréhension de la nature et de l'ampleur des problèmes de l'emploi, à formuler des recommandations pour l'élaboration de stratégies nationales visant à faire face efficacement à ces problèmes et à dégager et adopter des propositions concrètes touchant les mesures à prendre à l'échelon international;

3. *Fait siennes* les demandes adressées par le Conseil économique et social, dans sa résolution 1968 (LIX), aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées pour les prier de prêter leur plus large concours pour la préparation de la Conférence;

4. *Invite instamment* tous les Etats qui participeront à la Conférence à se faire représenter au plus haut niveau possible.

2441<sup>e</sup> séance plénière  
15 décembre 1975

### 3510 (XXX). Besoins immédiats résultant de situations économiques d'urgence

*L'Assemblée générale,*

*Considérant* que des situations économiques d'urgence qui provoquent de vastes bouleversements touchant tous les secteurs de la société sévissent fréquemment dans de nombreuses parties du monde et exigent des mesures correctives immédiates pour contrebalancer les effets profonds et dévastateurs qu'elles ont sur les plans économique, social et structurel, en particulier pour les pays les plus pauvres et les groupes les plus vulnérables de ces pays,

*Considérant en outre* que ces mesures, visant à répondre aux besoins immédiats des populations touchées, sont nécessaires pour soutenir le processus de développement à long terme de ces pays,

*Convaincue* qu'il faut que le système des Nations Unies réponde à ces situations d'une façon complète et coordonnée,

*Ayant présents à l'esprit* les principes et recommandations pertinents énoncés à la section X de sa résolution 3202 (S-VI) du 1<sup>er</sup> mai 1974,

*Tenant compte* des dispositions pertinentes de sa résolution 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, par laquelle elle a décidé d'examiner et d'adopter, à sa trentième session, des mesures appropriées concernant les effets économiques, sociaux et structurels des catastrophes naturelles, en particulier dans les pays les moins développés,

*Considérant* qu'il incombe au Conseil économique et social, dans son rôle d'organe directeur, de coordonner l'action de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine, compte tenu des activités pertinentes déjà entreprises par les divers organismes des Nations Unies,

1. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec les organismes compétents des Nations Unies, en vue de permettre audit système de faire face de façon adéquate à des situations économiques d'urgence et de répondre plus efficacement aux besoins immédiats des populations ainsi touchées dans les pays en développement, de soumettre des propositions au Conseil économique et social, lors de sa soixante et unième session, concernant notamment :

a) L'élaboration de critères mondiaux pour identifier ces situations économiques d'urgence;

b) L'établissement éventuel de procédures pour communiquer périodiquement, par l'intermédiaire des représentants résidents du Programme des Nations Unies pour le développement, en consultation avec les gouvernements intéressés, les informations pertinentes à un centre qui serait établi où il conviendra et chargé de traiter ces informations;

c) L'élaboration éventuelle de procédures pour soumettre au Conseil économique et social, sur la base de ces informations, des propositions pour la proclamation, là où cela s'imposerait, d'un état d'urgence ayant des conséquences économiques, sociales et structurelles;

d) Le renforcement des mécanismes de coordination du système des Nations Unies, dans les limites de ses ressources financières actuelles;

2. *Invite* le Conseil économique et social à examiner, en tant que question urgente, les propositions précitées du Secrétaire général et à prier les organes directeurs des organismes des Nations Unies intéressés de lui communiquer toutes observations qu'ils peuvent avoir à formuler à ce sujet.

2441<sup>e</sup> séance plénière  
15 décembre 1975

### 3511 (XXX). Conférence des Nations Unies sur la désertification

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 3337 (XXIX) du 17 décembre 1974, par laquelle elle a décidé d'entreprendre une action internationale concertée pour lutter contre la désertification,

*Ayant examiné* le rapport intérimaire du Secrétaire général<sup>76</sup> et les parties pertinentes du rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa troisième session<sup>77</sup> touchant l'application de la résolution 3337 (XXIX) de l'Assemblée générale,

*Prenant note* de la décision 30 (III) du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement, en date du 30 avril 1975<sup>78</sup>, par la-

<sup>76</sup> E/5689.

<sup>77</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Supplément n° 25 (A/10025)*, chap. III, sect. B.

<sup>78</sup> *Ibid.*, Supplément n° 25 (A/10025), annexe I.

quelle il a approuvé les propositions du Directeur exécutif relatives aux mesures à prendre pour appliquer la résolution 3337 (XXIX) de l'Assemblée générale,

*Prenant note également* de la résolution 1958 (LIX) du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1975,

*Soulignant* la nécessité de continuer les recherches en vue de clarifier un certain nombre de problèmes fondamentaux concernant la désertification, pour la solution desquels la communauté internationale ne dispose pas encore des connaissances scientifiques indispensables,

*Soulignant en outre* que la préparation de la Conférence des Nations Unies sur la désertification devrait fournir à la communauté internationale la base d'un plan d'action concret, global et coordonné, qui prévoit notamment de doter les zones concernées d'un potentiel scientifique et technique local et autonome,

1. *Prie* le Secrétaire général d'intensifier, avec l'aide des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'effort nécessaire pour assurer une préparation adéquate, au niveau technique, de la Conférence des Nations Unies sur la désertification;

2. *Prie à nouveau* le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Programme des Nations Unies pour le développement de prêter le concours financier et technique nécessaire pour assurer de façon satisfaisante la préparation de la Conférence, compte tenu en particulier de la nécessité de combler les lacunes des connaissances scientifiques et techniques dans ce domaine;

3. *Prie* le Comité de la science et de la technique au service du développement d'inclure, avec l'aide du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, dans son programme de travail relatif aux zones arides, conformément à la résolution 1898 (LVII) du Conseil économique et social, en date du 1<sup>er</sup> août 1974, des propositions visant à combler les lacunes des connaissances scientifiques et techniques dans le domaine de la désertification;

4. *Décide* que le coût de la Conférence sera imputé sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies;

5. *Prie* le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population de contribuer au financement des travaux démographiques à réaliser dans le cadre des études établies en application de la résolution 3337 (XXIX) de l'Assemblée générale;

6. *Prie* les chefs de secrétariat des institutions spécialisées d'autoriser leurs secrétariats respectifs à prendre des dispositions en vue de leur participation au secrétariat de la Conférence et au groupe *ad hoc* interinstitutions, conformément à la résolution 3337 (XXIX) de l'Assemblée générale;

7. *Prie* le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement de servir d'organe intergouvernemental préparatoire pour la Conférence et de présenter à l'Assemblée générale lors de sa trente et unième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, des recommandations touchant l'organisation de la Conférence.

2441<sup>e</sup> séance plénière  
15 décembre 1975

### 3512 (XXX). Examen de la situation économique et sociale de la région soudano-sahélienne victime de la sécheresse et mesures à prendre en sa faveur

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* les résolutions pertinentes du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale, en particulier les résolutions 1834 (LVI) et 1874 (LVII) du Conseil, en date des 14 mai 1974 et 16 juillet 1974, et les résolutions 3054 (XXVIII) et 3253 (XXIX) de l'Assemblée, en date des 17 octobre 1973 et 4 décembre 1974,

*Rappelant en outre* la résolution 1918 (LVIII) du Conseil économique et social, en date du 5 mai 1975,

*Notant avec satisfaction* le rôle joué par le Bureau des opérations de secours dans la région sahélienne de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en ce qui concerne les secours d'urgence, ainsi que les activités réalisées par le Bureau des Nations Unies pour le Sahel afin d'aider à combattre les effets de la sécheresse et d'appliquer le programme à moyen et à long terme adopté par le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général sur la situation économique et sociale dans la région soudano-sahélienne victime de la sécheresse et sur les mesures à prendre en faveur de cette région<sup>79</sup>,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur les mesures à prendre pour le redressement et le relèvement de la région soudano-sahélienne victime de la sécheresse<sup>79</sup>;

2. *Exprime ses remerciements* pour l'assistance fournie aux pays de la région soudano-sahélienne par les Etats Membres, les organisations privées et les particuliers;

3. *Invite instamment* les Etats Membres, les organismes des Nations Unies et autres organisations intergouvernementales à répondre favorablement et d'une manière efficace et continue aux demandes d'assistance formulées par le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel et par les gouvernements, afin de satisfaire les besoins à moyen et à long terme des pays soudano-sahéliens;

4. *Prie* le Bureau des Nations Unies pour le Sahel de continuer son étroite coopération avec le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel et ses efforts visant à assurer une coopération et une coordination entre les programmes et organismes des Nations Unies en vue de la mise en œuvre des programmes d'assistance à moyen et à long terme;

5. *Prie* le Secrétaire général de continuer son action visant à susciter l'aide financière nécessaire à la réalisation des projets à moyen et à long terme soumis pour les Etats membres du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel.

2441<sup>e</sup> séance plénière  
15 décembre 1975

### 3513 (XXX). Conférence des Nations Unies sur l'eau

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* la résolution 1761 C (LIV) du Conseil économique et social, en date du 18 mai 1973,

<sup>79</sup> A/10346.